

N^o 1039
DU DOSSIER.

CONSEIL D'ÉTAT

DU

GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG.

N^o 1661 du Journal d'entrée.

N^o 1028 de l'Ind^r.

OBJET.

Projet de loi portant allocation d'une
somme de frs 16000 - pour l'élargissement
et l'exhaussement du chemin de halage de la
Moselle au lieu-dit Simeonswehr.

Commission
M^{rs}. Mersch-faber
Lefort v^r P
Mersch

1869.

Staatsarchiv Luxemburg

Abt. 5.

Nr. 2654.

INVENTAIRE DES PIÈCES.

- 1 _____
- 2 _____
- 3 _____
- 4 _____
- 5 _____
- 6 _____
- 7 _____
- 8 _____
- 9 _____
- 10 _____
- 11 _____
- 12 _____
- 13 _____
- 14 _____
- 15 _____
- 16 _____
- 17 _____
- 18 _____
- 19 _____
- 20 _____
- 21 _____
- 22 _____
- 23 _____
- 24 _____
- 25 _____
- 26 _____
- 27 _____
- 28 _____
- 29 _____
- 30 _____
- 31 _____
- 32 _____
- 33 _____

Grand

LUXEM

Directio

De la

N^o

Répons

du

AN

On est prié de
ponse les numé

fr. 22

Comm
M. M.

Grand-Duché

DE

LUXEMBOURG.

Luxembourg, le 20 février 1869

Direction générale

De la Justice.

N^o

462
9/69

Réponse à la lettre

du

N^o

ANNEXES

4.

On est prié de rappeler dans la réponse les numéros de la présente.

ff. 22/2 69

Commission L. fort.
M. M. Marshy
Marshy f. l'ov.

N^o 1665 H
1028 Ind.

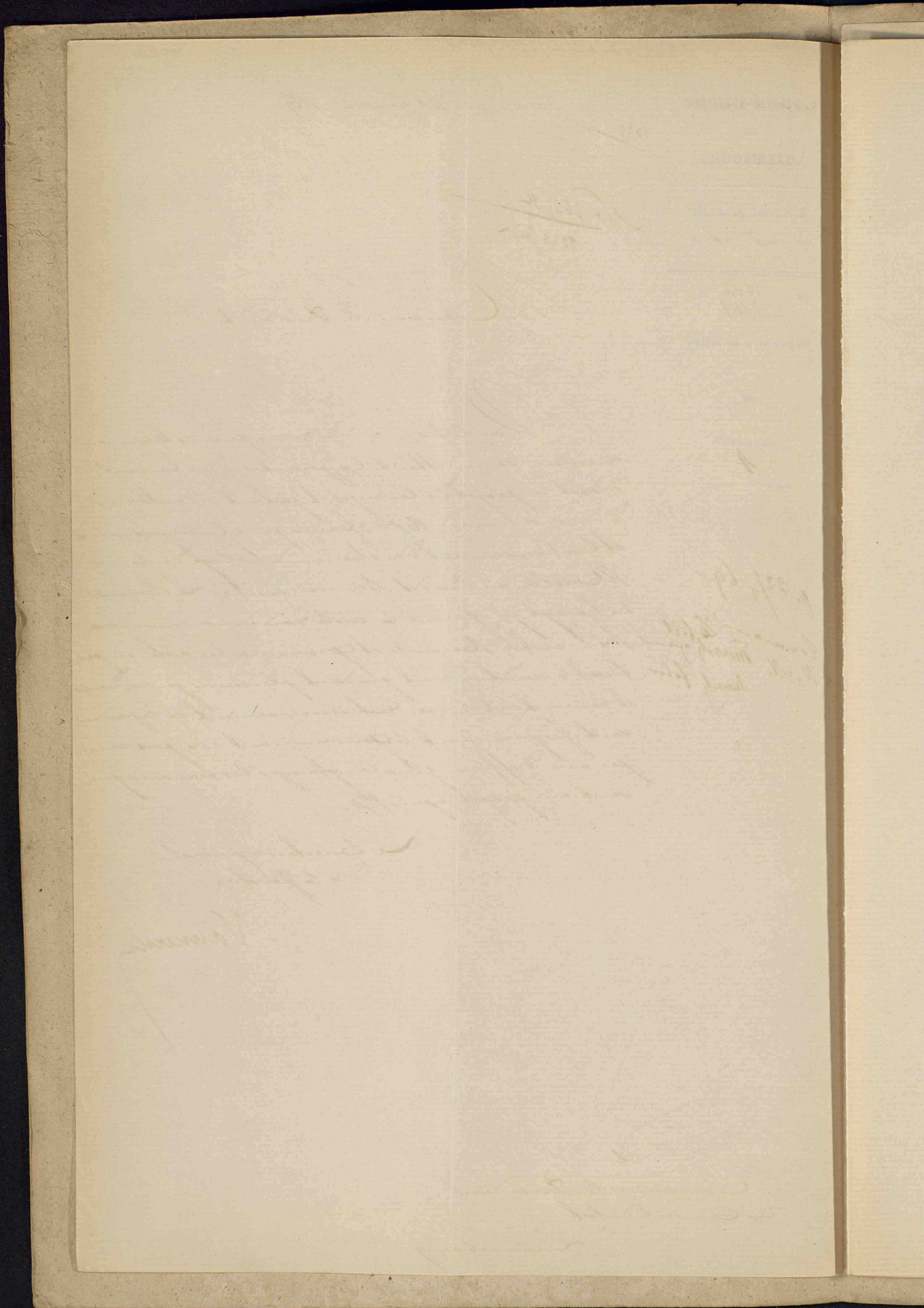
Monsieur le Président

J'ai l'honneur de vous prier de bien vouloir soumettre à l'appréciation du Conseil d'Etat le projet de loi ci-joint portant allocation d'une somme de 16,000 francs pour l'élargissement et l'exhaussement du chemin de halage de la Moselle, au lieu dit Siméonsweyer. Le chemin de halage qui forme la seule voie de communication entre Benich et Grevenmacher a été impraticable au dit endroit pendant plusieurs jours, dans le courant de l'hiver. Cet inconvénient se reproduisant fréquemment, le Gouvernement n'a pas cru pouvoir différer plus longtemps les travaux qui sont en projet depuis 1854.

Le Directeur général
De la Justice,

Vannoy

Monsieur le Président
Du Conseil d'Etat
à Luxembourg.



Projet de loi.

Nous Guillaume III ^{Roi}

Notre Conseil d'Etat entendu,
De l'assentiment de la Chambre des députés,

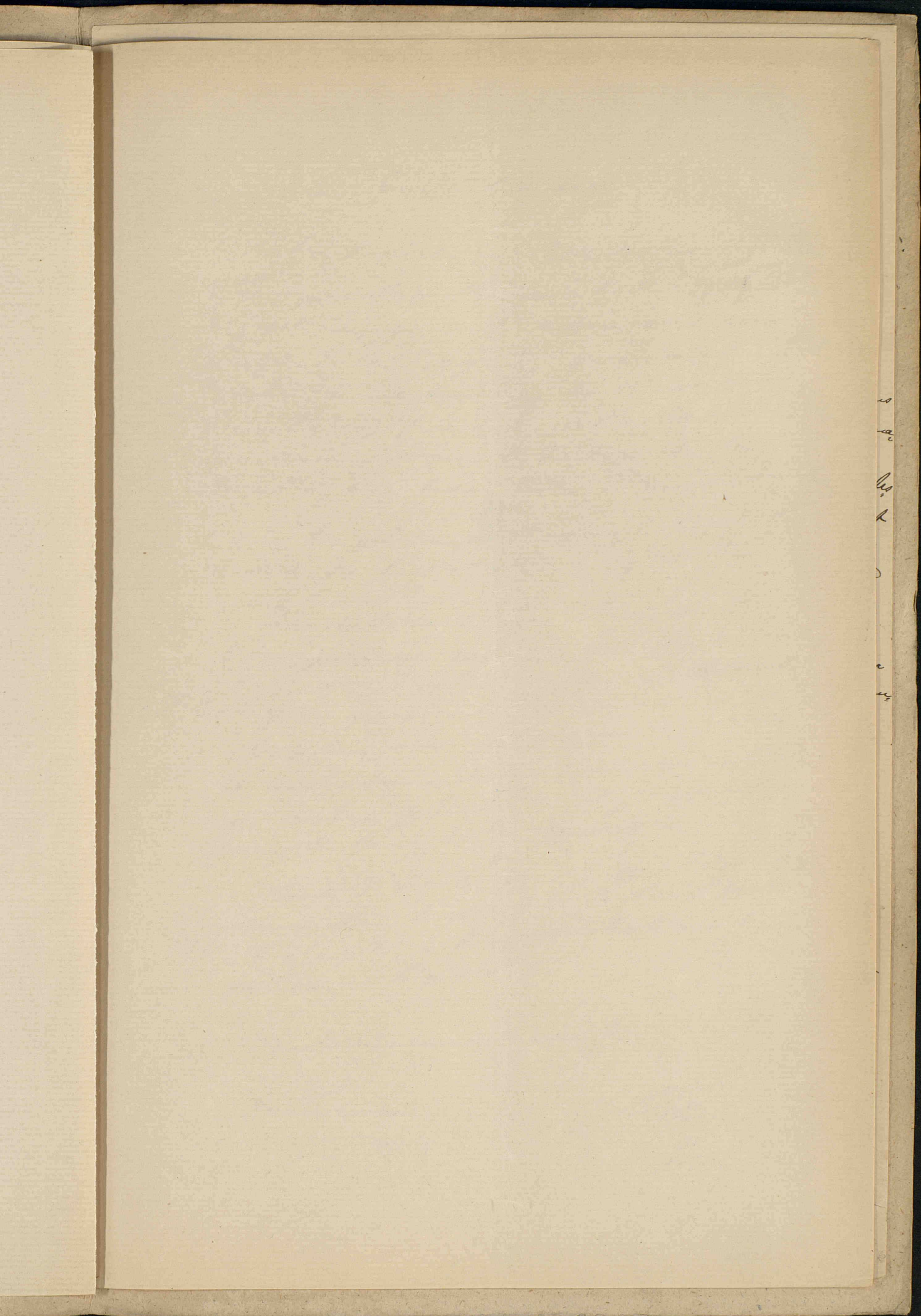
Nous ordonnons et ordonnons:

Article unique.

Il est alloué à la Direction générale de la Justice un crédit de 16,000 francs pour exhaussement et élargissement du chemin de halage de la Moselle, lieu dit Siméonsweler. Cette allocation sera rattachée au budget de l'année 1869 sous le 16^e bis.

Mandons et ordonnons etc.

[Faint, illegible handwriting, likely bleed-through from the reverse side of the page.]



14/8
18/10
18/10

low

Le Conseil d'Etat

Sur la dépêche n° 462 du 20 février
c^{te}. par laquelle m^{re} le Dir. g^{al} de
la justice soumet à son avis un
projet de loi ayant pour objet l'al-
location d'une somme de 16.000 frs
pour l'élargissement et l'agrandissement
d'un chemin de fer de halage de la
Nouvelle, au lieu d^{it} Timéonswahy
Vie le plan, le profil et le
prix de l'ouvrage à exécuter.

Contre-dit qu'il résulte
des pièces que le chemin de ha-
lage présente un point d^{it}
doul. l'agrandissement, pendant les crues de la
Nouvelle, une interruption dans
le service de communication
entre le point de communication
et le point de destination,
sur le long de la Nouvelle,

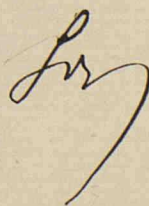
Est d'avis qu'il y a lieu de
soumettre le projet de loi, sur
il s'agit, à l'approbation du
pouvoir législatif.

Ministère de la Justice le 26 février 1869

Le Secrétaire



Le Président



N. 2117 H

1028 J²

Lettre du 26 février 1869

Le Conseil d'Etat,

Reçu par le Ministre de la Justice

Le 26 février 1869

22462/2/69

1665

Expl

La Déclaration n° 462 du 20
février 1869, par laquelle
M. le Ministre de la Justice a soumis
à son avis un projet de loi ayant
pour objet l'allocation d'une somme
de 16000 frs. pour l'élargissement de
l'égouttement du chemin de halage de
la Motelle, au lieu dit L'imeousweke.

Un le projet de loi et les
avis qui s'y rattachent
ont été soumis qu'il résulte de
cet avis que, pendant les crues
de la Motelle, le chemin de halage
qui constitue la seule voie de com-
munication entre Remire et Greven-
macher, cesse d'être praticable en
plusieurs points et il s'agit,

C'est d'avis qu'il y a lieu
de soumettre le projet de loi
dont il s'agit, à l'approbation du
pouvoir législatif.

En conséquence en séance du
26 février 1869.

Le Secrétaire

Le Président

(Signature)

Grand-Duché

DE

LUXEMBOURG.

Direction générale

de la Justice.

N^o

714
6/69

Réponse à la lettre

du

N^o

ANNEXES

On est prié de rappeler dans la réponse les numéros de la présente.

f. 23/3 69

M^r Velsing

Luxembourg, le 23 Mars 1869.

1030

N^o 1691 Jc
1028 Jd

Monsieur le Président,

La Chambre des députés ayant, dans sa séance du 18 de ce mois, adopté à l'unanimité des voix des membres présents, adopté le projet de loi de crédit de 16,000 frs pour l'entretien et l'élargissement du chemin de halage de la Moselle, au lieu dit: « Simeuse », et décide que ce projet était exempt de l'événement constitutionnel, j'ai l'honneur de vous prier de vouloir bien faire statuer à ce dernier sujet par le Conseil d'Etat et me communiquer la délibération de ce corps.

Le Directeur général
de la Justice,

Vannier

Monsieur le Président
du Conseil d'Etat
à Luxembourg.

GRA

LUX

Cons

Nº

LET

au D^eg^e

du

Répo

du 23

M

GRAND-DUCHÉ
DE
LUXEMBOURG.

Conseil d'Etat.

N^o 2144^{le}
1028^{ind.}

LETTRE D'ENVOI

au D^g de la Justice
du 23 Mars 1869

Réponse à la lettre
du 23 Mars 1869

N^o 714/6/69

ANNEXE.

Luxembourg, le 25 Mars 1869

En la séance de M. le
Directeur Général de la Justice
du 23 de ce mois soumettant
aux délibérations du Conseil
d'Etat, la question de savoir
si il y a lieu d'excepter
du second vote constitutionnel
et ainsi que l'a déjà
décidé la Chambre des
Députés dans sa séance
du 18 Mars, la loi pour
qui accorde un crédit spécial
de 16,000 fr. pour le rachat
et l'élargissement
du chemin de halage de
la Moselle, au lieu dit
Finionsweber;

En l'art. 59 de la
Constitution; l'art. 101
Régul. Grand-Ducal, du
27 9. 6. 48 68, réglant la
manière de procéder devant
le Conseil d'Etat, dans des
affaires de cette espèce;

Attendu que les travaux
auxquels le crédit est
affecté sont désignés comme
travaux dans les pièces du
dossier communiqué par le Gouvern.

Le Conseil d'Etat
se refusant d'accorder aux
la Chambre des Députés qu'il
n'y a pas lieu au second
vote constitutionnel.

Ainsi délibéré en séance
publique le 25 Mars 1869.

Le Secrétaire

Le Président

[Signature]

[Signature]

